

LE CONGRÈS DE L'AFL

FORMATION DES ADULTES

"Il ne fait aucun doute que le droit de vote aux immigrés ne crée des conditions nouvelles pour la lutte contre l'analphabétisme bien plus puissantes que tous les bricolages techniques."

*Jean FOUCAMBERT (article paru dans **Hommes et Migrations**)*

Ce rapport se veut une contribution à la réflexion de tous les militants – et affiliés – AFL, sur la spécificité des actions de formation adultes AFL, notamment en ce qu'elles veulent résolument induire une transformation du statut de lecteur. Cependant, si tous les acteurs de l'AFL Se retrouvent pour penser qu' "on a la lecture de son statut", et qu'on ne peut apprendre qu' "en exerçant déjà le pouvoir présumé du savoir", ces convictions ne suffisent pas toujours à alimenter, nourrir les réponses que nous sommes amenés à faire, dans le domaine de la formation.

Il s'agit donc de mettre en regard les positions théoriques sur les démarches de lecturisation (pour des non-lecteurs surtout) et les pratiques du réseau AFL (actions spécifiques AFL et actions "proches") : tenter d'en repérer les contenus, les démarches, les réseaux dans lesquels elles font entrer, et ce qu'elles génèrent dans le fonctionnement de l'AFL

Que l'on choisisse de partir de la réalité non AFL Pour la faire bouger, ou de créer des pratiques "estampillées" AFL, on ne pourra faire l'économie d'un temps d'écoute de l'impact de nos discours, des difficultés de mise en oeuvre des formations (écouter aussi les détours, les distorsions, etc.), des effets enfin d'une sensibilisation aujourd'hui largement faite.

Pas de souci de clarté, les thèmes de réflexion sur la formation sont proposés ici dans l'ordre chronologique où ils seront traités lors du congrès.

I. Au cours de la première journée, on se propose de travailler sur **l'analyse des pratiques de formations adultes**, pour mieux définir ce statut inconditionnel de lecteur, qui seul permet d'apprendre. Comment s'y prendre pour que l'adulte qui apprend soit destinataire d'écrit social ? Quel "contrat" mettre en place, avec l'ensemble des partenaires sociaux, mais surtout avec les personnes elles-mêmes qui font la démarche d'apprendre, contrat qui puisse changer quelque chose à leur statut qui les engage dans un processus d'autodidaxie ? Dans quel réseau de communication écrite ce stage les fait-il réellement entrer ? Quels écrits vont-ils rencontrer ? Des écrits de survie, marquage de la ville ? Des écrits littéraires – quelle littérature ? Des écrits "simples, faciles d'accès", ou complexes, abondants.

Quelles pratiques réelles vont-ils pouvoir théoriser ? Comment s'y prendre pour aider des adultes peu lecteurs à parler de ce qu'ils ont fait, de "comment s'y sont pris pour..." ?

Témoignent, dans cette première partie, des formateurs de jeunes illettrés, de travailleurs migrants, d'employés communaux agents de service, d'OS chômeurs en reconversion, de malades en hôpital psychiatriques..., donc d'adultes a priori peu ou pas lecteurs ; ce qui est discuté ici, c'est tout ce qui gêne ou contribue à favoriser les situations de pouvoir et les champs des écrits que cette situation conduit -ou pas- à rencontrer.

II. Le troisième jour du congrès sera largement consacré à une réflexion sur l'impact de l'AFL Dans l'opinion, les institutions, collectivités locales, etc.

Du côté de la formation, le travail portera sur **la formation des formateurs** et autres agents sociaux concernés par la lecture.

Quels stages proposer aux formateurs d'adultes en apprentissage, d'adultes en perfectionnement, ou encore, aux acteurs d'une politique de lecturisation – regroupement d'institutionnels, de décideurs – au plan d'une commune, d'une région.

La question centrale, là, des démarches de formation et aussi des outils – qui soient en cohérence avec ce que l'on dit sur l'apprentissage : pas simple) !

Là aussi des formateurs AFL, militants ou professionnels, préciseront leurs positions. Et pendant le Congrès, le travail pourra se faire à partir de certains types, particulièrement significatifs pour l'AFL. Le développement des pratiques de formation contribue à élargir les réseaux, les alliances, et fait que l'AFL se frotte le nez à des partenaires différents. Il faudra faire le point des **alliances** possibles – cerner les **hostilités**, réfléchir aux priorités : secteur professionnel, social, secteur associatif, Éducation Nationale. Quelle politique de partenariat ?

Et derrière le miroir, autre question, image de marque, quelle identité l'AFL renvoie... ou défend ?

III. Le dernier jour : **militantisme et professionnalisation, politique des coûts, rapports groupes locaux/AFL** : les incidences du développement des pratiques de formation sur le fonctionnement de l'association.

Le secteur formation doit, veut s'autofinancer : quel(s) coût(s) pour quelles actions ? Positionnement sur le marché de formation ? Quelle politique de recherche de subventions ? Et aussi, qui sont les formateurs AFL ? Des militants, des professionnels : Janus, frères ennemis ? Autant de questions depuis plusieurs mois en débat à l'AFL dans les groupes locaux, dans les commissions de travail.

* * *

I. Les pratiques de formation adultes et la question du statut

La première question que l'on s'est posée, c'est la question du contrat, du projet : quel contrat passer avec des adultes peu lecteurs, exclus pour la plupart des lieux de décision, de pouvoir, de circuit des écrits ; contrat qui prend en compte cette situation sans être le reflet d'une pitié attendrie envers "*ces gens qui ne lisent pas*" et qui ne leurre pas les personnes qui s'engagent sur l'issue de la formation : "*j'aurai le concours de commis, j'aurai un emploi, etc.*".

On se demandera tout de suite si l'AFL, dans les exigences qu'elle pose pour ses démarches de lecturisation, n'est pas trop à l'étroit dans les dispositifs d'adultes existants – financés par la formation professionnelle, le FAS, etc., et s'il ne lui faudra pas, pour **faire**, penser d'abord à peser pour la rénovation de ces dispositifs, ou inventer d'autres cadres, plus souples.

Mais écoutons d'abord les formateurs, pour mieux comprendre la nature des difficultés ou des réussites.

• **L.S. : une action de reconversion d'ouvriers immigrés, en situation de refus de la formation qui leur est proposée en guise de digestif d'un licenciement sans perspective (cf. : aussi l'expérience Talbot rapportée par J. LAULHÈRE, Actes de lecture, n° 11).**

On est en situation limite, pour cette histoire de contrat, du projet. Beaucoup de débats, de discussion sur le non-besoin de lire. La seule réponse possible, c'est de prendre collectivement, dès le début du stage, cette réalité en face. C'est dans l'exigence de cette confrontation, difficile pour la formatrice comme pour les stagiaires, que quelque chose pourra se passer.

À l'opposé, avec les ouvriers de SKF, eux aussi mais en situation de refus de licenciement, d'occupation d'usine, les choses se passent différemment : ils se prennent en charge, collectivement, pour sortir de cette situation. Ils s'organisent, font des démarches pour des financements, sont en recherche de contenu pour leur propre formation.

Soif de savoir, qu'il faut s'approprier ! Soif de la lecture ! Les thèmes de travail qu'ils se sont choisis : Victor Hugo, dossier sur l'Afrique du Sud...

Ils sont dans une forte demande de "rattrapage" de ce qui a symbolisé leur échec à l'école : le français, avec ses acolytes obligés, les dictées, la grammaire, etc.

Là, le contrat a plus de mal à s'établir : comment faire bouger ce rapport au savoir, en bon formateur convaincu que cette transmission-là ne servira pas à grand chose...

La confrontation, ici, change de place : c'est sur le rapport ou savoir, à l'écrit, à l'apprentissage qu'il y aura négociation permanente.

• **D.D. : un stage jeune (16-18 ans) de "formation de base", illettrisme.**

Tous les ingrédients du stage jeunes sont réunis, peu de moyens, (mais les stagiaires sont rémunérés), principe de l'alternance, l'accent mis résolument sur l'insertion professionnelle. La course à l'emploi, objectif n°1. La difficulté, là, c'est d'insérer une politique de lecture dans un stage structuré pour autre chose...

Un contrat est signé par chaque jeune, après un entretien individuel, sur la base des règles de fonctionnement du stage (ce serait un écrit intéressant, non ?). Difficile, dit la formatrice, de faire émerger des projets et ceci va peser sur l'ensemble du stage.

Quelles sont les conditions d'émergence d'un projet, singulier ou pluriel, avec des non-lecteurs ? Ces contraintes sont-elles contournables, dans le territoire professionnel du formateur ? Faut-il que ce territoire s'élargisse ?

A noter, tout de même, le sentiment d'isolement de la formatrice, l'absence d'intégration de ce stage dans un réseau : pas de contact avec la bibliothèque par exemple. Ceci explique-t-il cela ?

Hors d'un projet collectif, point de salut ! Mais comment s'y prendre pour casser le poids de la dépendance, des non-raisons de lire, des réponses souvent stéréotypées, plus en rapport avec l'attente de la formatrice qu'avec des besoins ou des envies d'apprendre, de bouger.

• **A.F.F : Monde clos, isolement total sur l'intérieur, aucun écrit : l'hôpital psychiatrique est presque un cas limite. Ce qui rend cette expérience plus intéressante, même si l'on se demande parfois où commence la formation, où s'arrête la thérapie (et alors ?).**

Quand on parle de contrat, les affaires se compliquent, les partenaires se multiplient : le personnel de l'hôpital, médecins, infirmiers, les responsables de formation, les soignés, les formateurs de l'association.

Le projet est clair : humaniser le service, aider les soignés à sortir de l'hôpital (déchronicisation). Et c'est dans ce projet de vie vers l'extérieur que se profile le projet de formation-lecture. Du côté du statut social, et du pouvoir, le point de départ est "noir", pour les soignés. La négociation se fera donc entre l'association et le personnel soignant de l'hôpital.

Et là, on ne peut être que solidaire de la démarche. C'est d'abord sur le statut de lecteur du personnel soignant que l'association va travailler, dans le but d'un accompagnement lecture fait par les infirmiers, par la suite. Il faut donc (cf. Les sept propositions AFL) que les formateurs soient d'abord d'excellents "pratiquants". Mais ça n'est pas si simple : cette remise en cause du statut de lecteur (finalement, le personnel n'est pas tellement lecteur non plus !) est liée aussi à leur travail à l'hôpital : pas l'ombre d'un écrit dans les services. Il y a bien une bibliothèque, mais elle est loin, hors de portée des malades. Et le personnel n'a pas non plus un rapport à l'écrit facile. Cette prise de conscience n'aide pas à la réalisation de l'action et plus d'un abandonne en cours de route.

En revanche, un gros travail est fait pour favoriser les sorties vers la ville : des personnes s'installent en appartement et commencent à lire au fur et à mesure qu'ils en ont besoin : se repérer sur le

chemin de l'appartement, se repérer dans des écrits juridiques et sociaux liés à leur vie de tous les jours, etc.

• **C.T. : des employés communaux, agents de service, de 20 à 55 ans.**

L'initiative de cette formation revient à une municipalité qui prend conscience que des ouvriers spécialisés sont en difficultés dès qu'il y a du nouveau dans leur travail - même sur des tâches d'exécution. Ce besoin d'en savoir plus est lié, très vite, à un besoin de formation générale et à la lecture.

La commune souhaite donc que des OS - et pas seulement les cadres - puissent bénéficier d'une formation, des "cours de français".

Un premier contrat est donc passé entre la commune, un organisme coordonnateur et une association de formation. Seulement voilà : il fallait s'entendre sur les objectifs et les contenus de cette formation. Et la première chose à clarifier, c'est le degré de réalisme de la promotion, attendue ou rêvée. Derrière le "cours de français", c'est pour plus d'un, l'espoir de l'accès au concours de commis, par exemple.

La formation, c'est la possibilité de réussite individuelle ? De promotion collective ?

C'est, si l'on n'est pas vigilant, le risque de l'échec individuel, à coup sûr : lors de la passation des tests, on découvre des illettrés. Une véritable hécatombe... Ce qui renforce l'idée de stage... et de ses limites aussi, pas de réussite pour tous ! La promotion ne suivra pas !

Le contrat va s'établir dans ce contexte : comment être clair ? La volonté de la formatrice de ne pas piéger les personnes dans une course au concours impossible, ou dans une perspective de promotion improbable, l'amène à proposer un dispositif de formation sur dix jours : cinq jours en continu - un temps d'autoformation en relais avec la bibliothèque- et cinq jours (5x1 jour) par la suite.

Bien sûr, en nombres d'heures, on n'est pas dans le grandiose, les contraintes institutionnelles, financières pesant lourds. Il faudra mettre les bouchées triples, pour surmonter la peur, le sentiment d'échec, la culpabilité, l'image négative que l'on a de soi... et devenir lecteur.

Le contrat, là, entre la formatrice et les stagiaires, c'est d'abord mettre à plat ce que cette formation ne fera pas : "*réparer dix ans d'échec*", apprendre à lire et permettre d'accéder au concours.

Et l'on change de cap, avec l'accord des stagiaires : ce sera du "développement personnel", conçu comme la valorisation de soi, la conscience et la mesure de ce que l'on sait faire, un regard sur les raisons qui on fait que..., bref, un changement d'image de soi.

Et ceci va se faire, sur une semaine, à travers un contact permanent, fort, avec des écrits de toutes sortes, à travers l'image reconstruite de son itinéraire de lecteur : Qu'est-ce que l'on a vécu, depuis l'enfance, par rapport aux livres, où, quand, avec qui, contre qui, quelles émotions ? Et ceci va côtoyer des informations techniques sur la lecture (à propos : le montage diapos de l'AFL marche très bien, vous savez !).

Il s'agit, avant tout, de casser le "*je ne sais rien*". Le développement personnel est présenté comme la possibilité de prévenir l'échec scolaire des enfants, un peu plus de culture qui laisse ouvert, tout de même la possibilité d'une promotion, et surtout, comme un autre rapport à soi.

Parce que le statut, on l'intériorise et qu'il y a un rapport contant entre ce que l'on s'autorise à faire, à être, et la place, le pouvoir que le corps social nous attribue, nous reconnaît. Passons.

Le contrat de départ inclus aussi une exigence : celle d'aller travailler dans un lieu ressource le plus riche en écrits, de la commune, la bibliothèque. Celle dans laquelle on n'est jamais entré, sauf peut-être pour la balayer ou y faire des travaux. Contrat à deux niveaux, pour que ça marche : avec les stagiaires, mais d'abord avec les employés de bibliothèques, pour éviter la "visite de musées" - ce qui a supposé, en amont, des journées de réflexion sur la lecture, sur l'apprentissage, avec les formateurs et les bibliothécaires. "L'inter-stage" c'est donc un accompagnement réel centré sur un travail sur tâche pour lequel il va falloir s'organiser.

On a là des pistes réelles pour un prolongement de stages, toujours trop ponctuels, vers une démarche d'autodidaxie. Un processus est engagé... et la question devient alors : quand il y a-t-il un seuil de "non-retour" des comportements acquis dans ce temps d'apprentissage ?

Mais on voit plus clair sur les conditions pour que ça marche : alternance, bibliothèque, centre de formation, réseau d'écrits, prise en charge de soi, responsabilité, confrontation avec des instances ou des lieux, jusque-là ignorés, mystifiés, rejetés – et qui rejettent. Et les relais engagés eux-mêmes (la bibliothèque) se transforment eux aussi, du fait de la présence de publics nouveaux ; vers d'autres livres, d'autres fonctions...

Bon. Admettons. Y'a même des illettrés qui lisent. Mais ils lisent quoi ? Et les analphabètes, ils apprennent. C'est le début : alors, **quels écrits** ?

Ce qui nous frappe, lors des entretiens, c'est la difficulté, presque générale, des formateurs à sortir du schéma paralysant : non-lecteurs = textes simples, textes courts.

Schéma paralysant pour plusieurs raisons : la première, c'est encore une histoire de statut et des représentations que les formateurs ont des non-lecteurs : ils ne sont pas en mesure de lire, il faut donc faire simple pour qu'un jour, quand ils sauront... des écrits pour les uns, des écrits pour les autres. Et les uns et les autres ne produisent pas les mêmes effets, ne donnent pas les mêmes pouvoirs. (Cf. **Actes de la lecture** n° 17, article de J. FOUCAMBERT, "Madani ira-t-il à Paris")

La deuxième raison renvoie à des problèmes plus techniques. Lorsqu'on enferme des lecteurs débutants dans le simple, ils n'ont aucun moyen de prendre conscience du système de l'écrit n'ayant pas à leur disposition des matériaux suffisants pour l'analyse. Et on revient alors, formateur de stagiaire, à l'analyse qu'on sait faire et qui donc rassure : syllabe + syllabe = mots, mots + mots = phrases... simples d'abord, plus compliquées ensuite.

Et l'on s'enferme dans un cercle vicieux : on n'augmente, pas ainsi, leur capital-lecture de l'écrit, et par là même on se prive, on les prive, des moyens de théoriser leurs pratiques de lecture. A pratique pauvre, pauvre théorisation.

Il est difficile de démêler les causes réelles des difficultés, dites par tous les formateurs, de ces moments de théorisation, l'argument principal avancé outre les difficultés de langage, étant le manque d'habitude, donc de moyens, des "bas niveaux de qualification" à théoriser ; c'est-à-dire, prendre distance de ce qu'on a fait, en parler... Mais une chose est sûr : sur un texte court, plat, préfabriqué pour faire simple, qui aurait quelque chose à dire ?

Sur les écrits, les formateurs interrogés renvoient, du même public, des besoins fort différents, qui vont de leurs besoins d'écrits du quotidien (écrits de survie, écrits de marquage...) à leurs passions pour un sport, un pays, un problème qui les amènent à aller chercher en bibliothèque, des documentaires, des romans complexes, des essais... Alors, *Quid* ? Qui crée la différence ?

Bien sûr, ces livres complexes, ils ne peuvent pas les lire. Ils ont donc là besoin d'aide, évidemment ; et cela, la nature du travail du formateur qui accompagne cet apprentissage : aide à la lecture, à la systématisation (travail sur le système de l'écrit, constitution de bibliothèque d'un texte, fichiers de référence...). Ce qui renvoie aussi à l'utilisation d'outils-supports comme ELMO. Nous ne détaillerons pas ici cet aspect de la formation, dans la mesure où ce n'est pas un thème prioritaire du Congrès.

En conclusion, il nous paraît important **d'entendre**, de comprendre les raisons qui font que, dans la plupart des cas, pour les non-lecteurs, les écrits proposés sont toujours des écrits simples, pauvres, sans aucun rapport avec la masse des écrits littéraires ou sociaux existants. À quelles résistances cela renvoie-t-il ? À quelle conception de l'apprentissage ? (Du simple au complexe ?). À quelles difficultés de traitements des écrits ? (Comment dépasser la simple accumulation et donc la répétition, c'est le problème du système d'analyse...).

...Mais aussi, de rappeler en quoi cela touche un point sensible de la **question du statut**. Ce qui est important, c'est d'entrer de plus en plus profondément dans un volume d'écrits dont le sens excède toujours la possibilité qu'on a de comprendre à un moment donné ; ce décalage entre le sens possible et les compétences actuelles d'un lecteur qui l'oblige à se transformer, à développer de nouvelles techniques, à apprendre.

À l'inverse, lorsque les écrits sont simplifiés en raison de la faible compétence du lecteur, cette adéquation entre sa compétence et son niveau d'écrits ne crée aucun espace d'apprentissage, aucun décalage qui contraigne à inventer.

La **promotion collective** ? Elle serait bien dans ce statut inconditionnel de destinataire d'écrits qui

conduit chacun à inventer les moyens de répondre à un décalage. La réussite individuelle étant davantage du côté de la répétition, ou l'exécution d'un geste, d'une consigne, d'une demande du formateur, sans perception de la finalité globale – ou alors, elle est bien loin, à l'horizon, comme l'image d'un savoir à atteindre.

On l'a sûrement déjà dit : il s'agit d'inventer des savoirs nouveaux, dans une situation à transformer. Ça s'éclaircit tout de même : l'AFL est mal à l'aise dans les dispositifs cohérents avec l'alphabétisation, qu'ils soient scolaires ou post-scolaires. La lecturisation suppose un genre de vie, de projets, de groupe, de statuts, des durées, un environnement, des réseaux, que les stages d'alphabétisation (pour migrants, français, jeunes, adultes ne peuvent offrir, puisqu'ils sont conçus sur la logique de l'alphabétisation.

Dés lors, la vocation de l'AFL et de sa politique de lecturisation n'est-elle pas de rechercher, de concevoir, de définir d'autres structures plutôt que de se couler dans les anciennes, en modifiant seulement une "méthode d'enseignement de la lecture" ? Pour la formation des adultes en apprentissage initial, il faut sans doute tirer les conséquences de la lecturisation, se fixer un cadre expérimental exigeant et trouver les moyens de le faire fonctionner. Et ces actions relèvent davantage du champ de l'éducation permanente dans le corps social, plus que de la formation professionnelle.

De ce côté-là, en effet, il faut sans doute imaginer l'intégration de module de lecture – module Elmo – dans une problématique plus vaste d'élargissement d'une culture professionnelle ou technique, que ce soit dans un cadre de promotion ou de reconversion.

II. Pour le troisième jour : l'impact de l' AFL

1. Formation de formateurs AFL

Pour mettre en place une politique de lecturisation, il faut commencer par sensibiliser les alliés de cette lecturisation et former les agents sociaux, acteurs ou relais de cette démarche. Ce n'est pas toujours simple ! En effet, la sensibilisation est relativement facile, car elle s'appuie sur l'insatisfaction des acteurs... Mais la formation suppose une implication militante, car elle remet en cause les structures, les objectifs, les méthodes de la formation : ce qui peut entraîner plus de résistance voir d'hostilité.

Auprès des formateurs – difficile aussi ! En effet, la formation AFL s'inscrit, par ce qu'elle dénonce et ce qu'elle propose, davantage dans une logique de reconversion par rapport aux pratiques d'alphabétisation, au sens large, au sens large, que dans une perspective d'approfondissement de pratiques déjà là. Or, comment concevoir un effet formation dans la contrainte de nos stages courts, de trois à cinq jours pour la plupart ! Ça n'est pas une mince contradiction.

Et plus encore : s'il ne s'agit pas d'enseigner la lecture mais de mettre en place un réseau de ressources et d'aides techniques à l'apprentissage de personnes qui s'engagent, le formateur doit être lui-même concerné par cette approche de la lecture et capable de théoriser des pratiques qui sont les siennes.

Qui est le formateur-lecture ? Un bon pratiquant d'abord. C'est dans cette voie que sont parties A.B. et R.B. pour proposer un stage de quarante heures intitulé ELMO Contact. (cf. Article **Actes de la lecture**, n°8)... Mais, un bon pratiquant seulement ? Qu'est-ce qui fait que l'on est capable d'aider, dans sa démarche d'apprentissage, un apprenti-lecteur ? La conscience que l'on a de sa pratique suffit-elle ? Quelle "pédagogie" développer ?

Si les stages mettent en situation de lecture et de réflexion sur sa lecture, ils sont aussi – souvent – à l'AFL le lieu d'écoute d'un discours, aussi juste et puissant soit-il ? Cependant, ça n'est pas toujours facile de trouver une alternative à des discours théoriques riches... qui ont d'ailleurs fait l'image de

marque de l'AFL La réflexion des formateurs AFL se centre, actuellement, sur les situations d'apprentissage et les outils d'animation qui préparent les formateurs à :

- faire vivre les écrits complexes, les analyser, les systématiser ;
- être vigilants à leur rapports aux "exclus de la lecture", ainsi qu'à leur propre rapport à l'écrit, à leurs représentations des illettrés et de leurs "besoins" à la littérature et à leur culture ;
- animer des séances de théorisation, à expliciter les résultats individuels et collectifs de l'entraînement lecture ;
- travailler en réseau avec les équipements collectifs, notamment les bibliothèques.

Tout ceci se construit actuellement ; et il faudra peut-être commencer par repérer, dans les Groupes Locaux, tous les outils existants, et se donner des lieux de capitalisation des expériences qui se vivent en ce moment. Comment, en effet, théoriser les pratiques de stages que nous avons menés ? Ainsi par exemple, ce stage avec des conseillers d'orientation que N.P. a animé, sur les problèmes de lecture et évaluation au collège, où la question des contraintes institutionnelles s'est posée très fort : intériorisation, par des fonctionnaires, du "statut d'impuissance" où ils sont ? Ou un stage à l'initiative d'une bibliothèque municipale, qui regroupait, sur la commune, des enseignants, conseillers principaux, animateurs de quartiers et bibliothécaires : trois jours (!) pour créer les conditions d'élaboration, par les participants, de projets de lecturisation qui ne soient plus la juxtaposition des projets de chacun...

Ou bien encore ce séminaire, plus politique, qui, au plan d'une région, veut regrouper des "décideurs" de lieux institutionnels divers, dans le but de définir et de mettre en oeuvre une politique de lecturisation cohérente, qui mobilise réellement les ressources collectives : les équipements, les personnes, les financements, les outils, etc. En bref, comment devenir plus riches des expériences en cours ?

Une remarque cependant : si le Congrès met l'accent sur les aspects politiques du statut de lecteur dans la démarche globale, il ne faudrait pas pour autant sous-estimer les aspects techniques, dans les formations et notamment les questions posées par la diffusion et l'appropriation, par les formateurs, des outils ELMO et ELMO Ø. En effet, sur une dizaine de stages faits depuis septembre, nous avons pu mesurer le désarroi des formateurs dans l'utilisation des logiciels, après un temps de formation trop court.

Les témoignages de L.F. et L.S, formateurs AFL, sont clairs, l'utilisation de logiciels (d'ELMO Ø surtout) est liée à la question du choix des écrits. On ne reviendra pas là-dessus. ELMO Ø n'est pas utilisé jusqu'au bout de ses possibilités mais plutôt comme une sorte de catalogue d'exercices possibles peu ou pas ré-exploités... Les stagiaires ont souvent peu d'information en amont, ce qui rend plus difficile encore l'exploitation des résultats, et une réflexion sur l'apprentissage. Et puis l'informatique fait peur ! Les machines, ça marche jamais quand il faut !

Mais, plus important encore, c'est qu'ELMO Ø, dans les pratiques "adultes" n'est pas souvent compris par les utilisateurs, comme un outil de systématisation : pas/peu de dictionnaire, de travail sur les occurrences, ni même non plus d'imprimante qui, pourtant, ouvrirait bien des pistes du côté des écrits. Bref, un peu, en bout de course, le sentiment que cela ne change pas grand-chose aux pratiques.

ELMO est utilisé, dans les stages de formation de formateurs, comme un moyen de prendre conscience de ses comportements de lecteur et de vivre, de l'intérieur, les effets possibles d'un entraînement. Aux tests d'entrée, de grosses surprises : les formateurs se retrouvent parfois face à une image de "mauvais lecteur" renvoyé par la machine. Effet quelque peu électrique, mais qui déclenche souvent bien des choses...

Enfin, ou d'abord, tout le monde semble bien convaincu de la nécessité de former des relais : en effet, on peut penser, avec C.T. que lorsque les partenaires (commune, CAF, éducateurs, etc.) souhaitent le prolongement, le suivi des actions de formation, on a fait un grand pas vers le développement des pratiques d'autodidaxie.

En conclusion, il est aujourd'hui nécessaire d'affiner nos propositions de stage en fonction des besoins et des situations des personnes et institutions touchées. Faudra davantage différencier les

objectifs et démarches, selon qu'il s'agit de former :

- des relais pour une politique de lecturisation (groupes inter-institutionnels, structures souples, questionnement sur les projets, autour des sept propositions, par exemple) ;
- des formateurs engagés dans un perfectionnement lecture, dans des actions spécifiques (le module autour d'ELMO) ;
- des formateurs davantage centré sur l'apprentissage de la lecture, dans des structures existantes : nature des écrits, rapport avec les équipements collectifs, vie de groupe, statut de lecteur...

Trouver une démarche plus réaliste, qui ne balaie les pratiques anciennes qu'en ayant de quoi les remplacer.

Mais un stage de cinq jours n'a pas le pouvoir magique de transformer les pratiques. L'idée d'un **curcus de formation** est donc à envisager, qui engage les formateurs dans un processus de formation, qui s'ouvre davantage sur les équipements collectifs, et qui alterne des moments en centre de formation, des moments d'accompagnement sur les lieux de pratiques et des temps d'analyse et de théorisation de ces pratiques.

2. L' AFL et les réseaux de partenaires

Sensibiliser, former des relais, peser sur les dispositifs de formation... jusqu'où aller dans le déploiement ? Qu'est-ce qui fait l'identité et la force de l'AFL ? Quels partenaires privilégiés ? Quels partenaires prêts à entendre ?

L'AFL, relativement nouvelle dans le réseau formation continue, doit, comme tout le monde, prendre sa place, se construire et s'appuyer sur ses alliances, se démarquer de ses détracteurs, dénoncer les idées fausses... sur la base, aussi des images qu'elle dégage ou qu'elle défend.

Une MAFPEN, une mission régionale du FAS, une DDASS, un syndicat, une entreprise... autant de partenaires potentiels différents, tant du point de vue de leur champ d'activités que de leur politique. L'un ou l'autre sera sensible l'AFL "spécialiste-lecture", l'AFL diffuseur d'outils informatiques ou regroupement de militants occupés d'exclusion, de partage de pouvoir et de non-lecture, ou encore de l'AFL "pool de chercheurs" - penseurs d'une philosophie de l'éducation – ce qui peut entraîner, dans les alliances ou les négociations, certaines ambiguïtés. Quiproquo, par exemple, dans un stage où responsables et participants, en attente de solutions techniques (comment mieux lire, ou lire plus vite) se retrouvent en face "d'idéologues de l'éducation". Confusion, dans un stage de formation de formateurs, où l'AFL intervient en sous-traitance, à côté d'autres organismes qui ne donnent pas le même sens au mot lecture : sans confrontation, seulement des moments juxtaposés. Dur la cohérence !

Développer, dans l'ensemble du corps social, des actions de lecturisation suppose, bien évidemment, que l' AFL soit bien impliquée dans des réseaux – école, formation continue, municipalités, culture, militants... - qui, à l'occasion d'actions engagées, se regroupent, se croisent un moment. Mais le sens, la largeur et l'étoffe de ce déploiement, sont encore à réfléchir, à construire.

III. Enfin, pour le dernier jour, en guise de pièce montée : les effets de développement des formations sur le fonctionnement de l'AFL. Quelques questions que l'on se pose...

Ce qui fait le débat, ici, reprend pour l'essentiel les échanges de la commission formation de l'AFL : quelle politique de coûts, subventions, rapports entre les Groupes Locaux et l'AFL Nat.

On ne développera pas là les aspects les plus secrets de la cuisine interne propre à l'association (dommage ?). Mais on peut resituer le problème dans un ensemble, tout de même ! Et plus d'une association 1901 se reconnaîtra dans les débats !

Est-il utile, par exemple, de rappeler l'état de santé des associations de formation soumises aux aléas des subventions, des politiques de soutien municipales ou ministérielles, pour mettre l'accent sur la nécessité d'un autofinancement ? Sûrement non ! Là-dessus, le consensus sera sans doute facile... Mais là où ça fait problème, c'est quand on se demande qui ont exclu des formations lorsque celles-ci sont payantes ? N'est-ce pas justement le public dont on dit qu'il est prioritaire, aux yeux de l'AFL ? Là aussi, cette question résonne fort dans les oreilles de toutes les associations qui disent leurs choix, définissent leurs priorités du côté des "publics en difficulté d'insertion". Et l'on se retrouve vite à galoper derrière des subventions, des cofinancements : opérations complexes, comme chacun sait !

Là où ça fait problème, c'est quand on se demande d'où peut/doit venir cet argent providentiel qui nous donnera toutes les latitudes pour sensibiliser et former le plus grand nombre : des cadres, salariés d'entreprise, en demande de stages de lecture rapide ? Le chemin n'est pas très large, qui mène à l'équilibre.

Et puis, il y a la question des formateurs, militants et/ou professionnels. Là aussi, plus d'une association y retrouve son latin ! Un professionnel peut, doit-il être un militant, un militant peut, doit-il être un professionnel, et donc salarié pour les actions de formation ? Les exigences militantes ressemblent-elles aux exigences de professionnels ? Et, en fin de compte, qui a et prend le pouvoir dans une association, des uns ou des autres. Et là aussi, les images, les représentations sont fortes, c'est rien de le dire ! Ces questions ne sont pas neuves, ici comme ailleurs. Mais elles se posent sans doute à l'AFL plus fort depuis qu'il y a nécessité d'autofinancer un secteur d'activité de l'association. Exigence de clarté, de transparence de chaque équipe et de chacun, où qu'il soit.

Et d'ailleurs, un Congrès, ça sert à ça, non ?

Marie-France FREY

avec la collaboration de Anne-Lyse BAROUIN, Danièle DUPRAT, Laurent FOUQUÉ,
Martine LEMONNIER, Nicole MASSON, Germain PAUWELS,
Nicole PLÉE, Lizzie SADIN et Claudie TABET